ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

4e CIRCONSCRIPTION DE L'ILLE-ET-VILAINE (REDON)



Jean REFFAIT

Vice-Président du Club Bretagne et Démocratie

CANDIDAT DE LA

Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Suppléant : **Yves MAURY**

ÉLECTRICIEN, MILITANT SYNDICALISTE A REDON

L'AVENTURE ET LE DÉSORDRE NE SONT PAS A GAUCHE

C'est par là qu'il faut commencer puisque l'énorme appareil gouvernemental de propagande qui nous enserre use et abuse de slogans dénonçant les fauteurs de désordre et d'anarchie.

● Nous avions demandé des élections générales depuis longtemps. Le gouvernement nous les a refusées alors qu'elles pouvaient, dans le calme des esprits et la détente économique et sociale, refléter exactement la volonté de la Nation. Mais leur résultat était bien douteux pour un pouvoir qui, après dix ans de puissance absolue, n'avait ni voulu, ni su résoudre les grands problèmes de notre temps. Ces élections générales, il a fallu le désordre de la rue, la paralysie du pays pour qu'elles nous soient « octroyées » dans la panique, c'est-à-dire dans les plus mauvaises conditions possibles.

● Ce qui a été accordé aux travailleurs à la suite des secousses récentes pouvait l'être dans la paix sociale, mais la politique solitaire et hautaine qui nous dirige a préféré ouvrir tout grand les tiroirs, quitte à conduire le pays à une inflation sans précédent et à une impasse budgétaire dont aucune République n'aurait même accepté l'idée, plutôt que d'entamer lorsqu'il était temps des dialogues progressifs et sereins.

● Maintenant, on fait confiance au « grand parti de la peur » pour reconduire un pouvoir dont la faillite est totale. On intoxique les citoyens, et notamment les mases rurales, en brandissant sous leurs yeux l'épouvantail d'une subversion qu'on n'a su ni prévoir, ni apaiser. Le meilleur agent de la subversion, si subversion il y a, c'est le système orgueilleux qui, en transformant les citoyens en sujets, ne permet pas aux soupapes de sûreté de la vraie démocratie de jouer leur rôle de détente.

● Le chômage est là, puissant (on parle d'un million de chômeurs fin 1968).

L'industrialisation est morte, ainsi que le fameux Ve Plan.

Les réformes profondes dont a besoin l'agriculture pour survivre sont remises « à plus tard » (encore une fois).

Le commerce, les petites et moyennes entreprises périclitent sous la poussée des concentrations capitalistes et sous des fardeaux fiscaux intenables.

L'Europe, notre espoir, a été méthodiquement enrayée.

Mais nous continuons la force de frappe ruineuse et inutile. Mais la politique de prestige se déploie en fastes dont les contribuables font les frais.

● Non, l'aventure et le désordre ne sont pas de notre côté. Nous avons, nous, lutté dans la légalité pour que les sujets redeviennent des citoyens et, nous l'affirmons hautement, nous ne sommes **les otages de personne.** Les insinuations et les calomnies dont on voit très bien où elles veulent en venir (renforcer le « grand parti de la peur ») ne peuvent tromper les citoyens qui réfléchissent, avec sang-froid, à l'avenir de notre pays.

● Notons aussi que le drapeau tricolore dont, au mépris des textes officiels qui en interdisent l'utilisation à des fins électorales, le pouvoir se drape, est une propriété nationale. Nul n'a le droit de le monopoliser. Il est l'emblème de tous et c'est tout autant le **nôtre** que le **leur !**

Notre tradition républicaine ferait même plutôt qu'il serait plus symboliquement représentatif de nos idées que de celles d'un pouvoir qui reconstitue des « groupes d'action civique », évoquant de très tristes souvenirs d'avant la dernière guerre (Mussolini n'avait pas commencé autrement...).

*
* *

Contre la division de la France en deux fractions irrémédiablement hostiles, pour la réconciliation nationale, pour que le chef de l'Etat soit l'arbitre et non un chef de parti insultant la moitié (au moins) des citoyens, la F.G.D.S. vous propose ceci :

1. **Elaboration du Plan par le renforcement de la représentation des intéressés et des collectivités locales et régionales, avec un Conseil économique et social régional représentatif. Le Plan évitera ainsi le gaspillage et orientera l'économie (l'industrialisation régionale notamment).**

2. **Création d'une Banque nationale d'investissements, assortie de banques régionales d'investissements, démocratiquement gérées et assurant le développement des régions.**

3. **Nationalisation des banques d'affaire qui monopolisent l'économie au profit de quelques-uns, de l'armement, de l'aéronautique, des industries de l'espace, et contrôle de la sidérurgie avec une législation antitrust dans le sens de la priorité de l'intérêt général.**

4. **Insertion de l'agriculture dans l'Europe, avec sa véritable place, en tenant compte des besoins européens et de ceux du Tiers-Monde, assurant un meilleur écoulement des produits. Modernisation des structures, aide à l'équipement, allègement des charges d'exploitation. Là où le stockage et l'exportation constituent de lourdes charges pour la collectivité, il faudra prévoir le don ou la vente à prix réduit des excédents agricoles aux personnes disposant de faibles revenus.**

5. **Progrès social par le relèvement des bas salaires, le relèvement du pouvoir d'achat des personnes âgées et invalides, le respect des engagements pris à l'égard des anciens combattants, l'abrogation des ordonnances antisociales, le retour aux quarante heures, sans diminution de salaires, l'abaissement de l'âge de la retraite, l'augmentation des indemnités de chômage, y compris de celles allant aux jeunes en quête de leur premier emploi, la lutte contre le double emploi abusif, le vote immédiat de la loi d'amnistie et de réconciliation que nous ne cessons de réclamer en vain d'un pouvoir désespérément rancunier.**

6. **Industries nouvelles et équipements sociaux collectifs, formation professionnelle des jeunes et des adultes, service national de l'emploi avec relais régionaux groupant les représentants des travailleurs, des entreprises et de l'Etat.**

7. **Elimination réelle des inégalités frappant les femmes.**

8. **600 000 logements par an, dont 350 000 logements sociaux. Action vigoureuse contre la spéculation foncière (honteuse lorsqu'elle s'exerce contre les agriculteurs victimes d'une intolérable hausse du prix de la terre). Ceci incorporé à une politique d'aménagement du territoire (et non de « déménagement », comme c'est actuellement le cas...).**

9. **Abrogation des privilèges fiscaux injustifiés octroyés par l'actuel régime.**
   Taxation des plus-values en capital qui profitent aux énormes concentrations d'affaires.
   Exonération des revenus inférieurs à 6 000 francs et réaménagement du barème de l'impôt sur le revenu.
   Simplification en faveur des commerçants et artisans de la procédure bafouillante de la T.V.A.
   Une fiscalité plus juste soulage les citoyens et assure de meilleurs revenus à la collectivité nationale.
10. **Regroupement VOLONTAIRE des communes.**
    Renforcemnt de l'autonomie communale par un renforcement des ressources financières communales et départementales.
    Condamnation des CODER, inutiles et antidémocratiques.
    Création de Conseils économiques et sociaux régionaux représentant les travailleurs de la terre et de l'usine, les activités commerciales et industrielles et toutes instances dépositaires d'intérêts collectifs.
11. **Formation des salariés à la gestion et paiement des "congés-éducation".**
    Reconnaissance de la section syndicale d'entreprise avec les droits légitimes que cela comporte.
    Extension des attributions des comités d'entreprise.
12. **Démocratie à l'Ecole et à l'Université.**
    Abandon des vieilles luttes fratricides que le gouvernement voulait faire renaître à son profit en soumettant au Parlement la prorogation de la loi Debré qu'il avait le pouvoir d'appliquer par simple décret. D'ailleurs, l'autonomie de l'Université, dans son effort de rénovation, apporte la solution au problème et, au moment où tous les vrais démocrates doivent s'unir, il ne faut pas tendre l'oreille à ceux qui, pour s'accrocher au pouvoir, s'acharnent à diviser de nouveau.
13. **Abaissement de la majorité civile et civique à dix-huit ans. Appel sous les drapeaux à dix-neuf ans, avec réduction du service militaire et formation professionnelle maximum durant cette période.**
14. **Information objective. Statut de l'O.R.T.F. garantissant son indépendance et excluant toute recette d'origine publicitaire. Toutes les opinions exprimées au Parlement, dans la presse et dans les syndicats seront impartialement diffusées concurremment avec les déclarations gouvernementales.**
15. **Droit universel à la culture jusque dans les moindres communes.**
16. **Sauvegarde du commerce et de l'artisanat par la lutte contre les monopoles qui les étouffent.**
17. **Unité européenne avec construction progressive d'un pouvoir politique européen, seul véritable gage d'indépendance entre les deux blocs rivaux. Accès aux instances européennes des organisations politiques et syndicales. Accueil de la Grande-Bretagne et des pays scandinaves. Coopération accrue avec les pays de l'est pour une unité de l'Europe tout entière.**
18. **Abandon de la politique de « clientèle » à l'égar du Tiers-Monde. Etablissement d'une aide multilatérale visant à instaurer une vraie solidarité internationale dans ce domaine.**
19. **Arrêt de la guerre au Viet-Nam par application des accords de Genève. Recherche d'une solution librement négociée au Moyen-Orient (sans parti-pris dangereux, comme c'est présentement le cas).**
20. **Renonciation à la ridicule force de frappe, aussi ruineuse que dépassée. Désarmement programmé contrôlé par les Nations-Unies et étendu aux armes nucléaires.**

Si vous estimez que ce programme est un programme « d'anarchie et de subversion », alors, votez pour le candidat du pouvoir...

Si vous y voyez un programme d'ordre, de progrès, de respect de toutes les libertés, de réconciliation nationale,

EN MASSE, APPORTEZ VOS VOIX A

Jean REFFAIT

Suppléant : **Yves MAURY**

VU, LE CANDIDAT.

Imp. TACHOT et GUEUTIER - Rennes